



Séance du 3 décembre 2021 à 15h

en présence d'un auditoire limité sur inscription, accessible en visioconférence

sous la coordination de Christine Desouches et Marc Aicardi de Saint-Paul

présidée par Marc Aicardi de Saint-Paul

« L'avenir des Espaces politico-linguistiques et culturels »

De l'importance des regroupements politico-linguistiques et culturels dans le monde. Quelles attentes particulières à l'endroit de la francophonie ?

Jacques LEGENDRE - Membre titulaire 3e section

Faut-il s'étonner de parler aujourd'hui des « regroupements politico-linguistiques » ? Ce concept existe depuis très longtemps. Ce regroupement semble aller de soi : le monde grec, le monde latin, le monde arabe. Ceux qui partagent une même langue ressentent une certaine solidarité, un sentiment de proximité. Les Grecs appellent barbares ceux qui ne parlent pas leur langue. Le grand historien arabe Ibn Khaldoun, dans son traité : « Le livre des exemples », insiste sur l'importance de la langue partagée. Albert Camus déclare « ma patrie c'est ma langue ». Un groupe d'écrivains arabes installés à Paris dans les années 1980 affirme que « ma langue est mon territoire ».

Pour un Français la chose semble aller de soi : le français est sa langue nationale. La situation est évidemment différente pour un Ivoirien, un Roumain, un Algérien. Il est membre de ce regroupement autour de la langue française mais il parle souvent une autre langue, langue maternelle, et il se sent souvent minoritaire dans ce regroupement.

Parfois cette langue leur a été imposée : c'est la langue des colonisateurs. Mais il arrive aussi qu'il l'ait choisie par amour.

On parle souvent des francophones et des francophiles. La francophonie pousserait-elle à aimer la France ?

Ce n'est pas toujours le cas. Il y a des francophones qui détestent la France, qui utilisent le Français pour dénoncer la France, sa culture, son Etat.



Mais il y a aussi des amoureux fous de la langue française. J'en ai connu, telles ces lettones qui furent envoyés au Goulag par les russes pour avoir organisé un cours clandestin d'une langue française qui incarne pour eux la liberté.

Un regroupement politico-linguistique ne procède pas toujours d'une action étatique. Il peut provenir d'initiatives citoyennes, telle, par exemple la création de l'Alliance Française vers 1884. La France, vaincue, isolée en Europe par la diplomatie bismarckienne s'appuie sur le prestige de sa langue, de sa littérature, de sa culture, pour se développer à travers le monde un vaste réseau d'amis de la France, même dans les pays dont le gouvernement appartient à un regroupement diplomatique hostile. C'est l'initiative de la diplomatie d'influence qui est plutôt l'affaire d'intellectuels, de savants qu'une initiative gouvernementale.

Bien sûr cette action, à l'origine privée, sera ensuite reprise et développée avec le concours des Quai d'Orsay et de la puissante DGRCSST.

Après la Seconde Guerre Mondiale la France doit se reconstruire et régler la crise coloniale. Comme en témoigne Monique Veaute dans un ouvrage de Dominique Wolton « Demain la Francophonie » : « la francophonie a pris son essor après la décolonisation, à partir de la culture, et s'est progressivement élargie aux droits de l'homme, à la démocratie et au développement durable ... »

En fait deux tentatives de construction d'un regroupement politico-linguistique vont se succéder.

La première est essentiellement politique. C'est la « Communauté Française » dont le Chef de l'Etat français est le président. Elle regroupe des Etats indépendants, membres des Nations-Unies mais elle succède trop visiblement à l'Union Française. Elle est emportée par la grande vague des indépendances des années 1960.

C'est alors que des Chefs d'Etat qui ont pris l'initiative de conduire leurs pays à l'indépendance vont vouloir construire un regroupement de type nouveau : la Francophonie avec Senghor, Norodom Sihanouk, Bourguiba, Mamadou Dia. De Gaulle, qui a tiré la leçon de l'échec de la Communauté, reste à l'écart. La Francophonie se constitue alors. Il n'y a pas de président mais le cœur de rassemblement est la langue française.

On a commencé à cette époque à faire le compte des grandes unités linguistiques : le mandarin, l'hindi, l'anglais, l'espagnol, l'arabe, le portugais, le français, l'allemand, ...

Il y a alors un regroupement modèle : le Commonwealth. Mais il est structuré autour de la figure, tout de même politique, de la Reine d'Angleterre. C'est un regroupement anglophone ... mais sans la première nation anglophone du monde, les Etats-Unis. Même si les Etats-Unis exercent sur ce regroupement une influence évidente. Dans le monde il y a les anglo-saxons ... et les autres.

Alors les « autres » s'organisent aussi, plus ou moins : les hispanophones, en particulier en Amérique du Sud, les lusophones qui créent la CPLP : Portugal, mais d'abord Brésil, et puis, en Afrique, l'Angola et le Mozambique.



Les français qui sortent d'une décolonisation difficile doivent faire attention à ne pas s'exposer aux soupçons de « néocolonialisme » que distille par exemple Frantz Fanon.

La Francophonie va dépasser le cadre de l'ancien empire colonial. Elle va attirer aussi des pays qui n'ont jamais été des colonies françaises. Elle va se doter de structures administratives (la Francophonie avec un F majuscule), d'un Secrétaire Général (décision du Sommet de Hanoï de 1997 sous l'impulsion de Jacques Chirac). Ce sera un brillant diplomate égyptien : Boutros Boutros-Ghali, puis ensuite le Président Abdou Diouf. Les choix qui suivent ont été plus contestés. Mais la Francophonie a maintenant une façade administrative importante, une charte des valeurs (Charte de Bamako). Mais elle compte aussi de plus en plus d'Etats à la francophonie balbutiante. Comment refuser à un état de rejoindre l'ensemble sans le vexer ? La diplomatie semble avoir pris le pas sur la langue. Et chacun semble adhérer en poursuivant ses propres objectifs.

Dans un monde de plus en plus multiculturel, avec une langue monde (actuellement l'anglais), une partie de l'élite française semble confondre modernité et usage de l'anglais et s'irriter de la défense du français, même en France. La loi Toubon est quotidiennement transgressée et l'on semble oublier la mise en garde lancée par le premier Secrétaire Général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali : « l'usage d'une langue signe un rapport de force ». La Francophonie est fragile et elle ne se bat pas là où elle devrait agir.

En 1995 Jacques Chirac, lors de la campagne présidentielle, disait que l'avenir du Français, langue internationale, se jouerait plus en Europe que sur les bords de l'Oubangui. Or le combat pour la place du Français dans l'Union Européenne n'a pas été livré. L'Europe ne veille pas au respect de ses langues nationales et préfère utiliser la langue des anglais même après le brexit.

L'Europe qui parle anglais nourrit un populisme antieuropéen.

Reconstruire le Château de Villers-Cotterêts c'est bien pour le patrimoine architectural mais cela risque surtout d'abriter somptueusement des diplomates plutôt que de faire circuler à travers le monde les étudiants, les jeunes, les chercheurs qui sont l'avenir de la francophonie.

Il faut moins de gouvernemental mais plus de volonté politique. Et plus d'engagement citoyen. A juste titre, Madame Leveaux, en 2018, dans un avis du CESR « Le rôle de la France dans une francophonie dynamique » rappelle que la francophonie n'est vivante que si les francophones se rencontrent, dialoguent Savez-vous qu'il y a de moins en moins de jeunes français envoyés en Afrique chaque année ?

La génération de la coopération, celle qui a eu le bonheur de connaître l'Afrique en profondeur, ne sera pas remplacée.

Certes il y a aussi des signes encourageants. L'Académie Française s'est ouverte à des auteurs francophones. Le Prix Goncourt a été attribué cette année à un brillant écrivain sénégalais. Dans de nombreux pays s'exprime une littérature de langue française. Mais faisons attention, dans le débat en cours, de ne pas assimiler étudiants étrangers et migrants. L'accueil d'étudiants étrangers, quand ils viennent véritablement étudier, est une chance et un investissement.



Le monde du XXI^e siècle sera aussi structuré par de grandes aires linguistiques. Avec les autres pays francophones il nous appartient de faire vivre un espace de communication, de culture, en langue française, donc un espace de proximité et d'ouverture sans lequel nous ne serions plus que les habitants humiliés d'un petit canton de l'univers.